



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°143 VENDREDI 1^{ER} FEVRIER 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

RATIFICATION DE
LA ZONE DE
LIBRE-ECHANGE
CONTINENTALE
AFRICAINNE
(ZLEC) PAR 18
ÉTATS MEMBRES
DE L'UNION
AFRICAINNE (UA)

ETHIOPIE :
INAUGURATION DE
L'EXTENSION DU
TERMINAL
AEROPORTUAIRE DE
ETHIOPIAN AIRLINES

RWANDA :
LIVRAISON DU
PREMIER SATELLITE
DE
TELECOMMUNICATIONS
EN 2019

GABON : NOUVEAU
REPORT DE LA FIN DU
CYCLE D'ATTRIBUTION
DES LICENCES
PETROLIERES

CONGO-BRAZZAVILLE :
BIENTOT LA MISE EN
PLACE DU BORDEREAU
ELECTRONIQUE DE
SUIVI DES CARGAISONS

TANZANIE :
INVESTISSEMENT
CHINOIS DE 1 MD
USD DANS
L'INDUSTRIE
CIMENTIERE

SIERRA LEONE :
L'INITIATIVE POUR LE
FINANCEMENT DE
L'ELECTRIFICATION
(ELECTRIFI) FINANCERA LE
PROJET HYDROELECTRIQUE
BUMBUNA AHAUTEUR DE
3,5 M USD

GHANA : LE
GOUVERNEMENT
EXEMPT DE TVA
LES PRODUITS
TEXTILES LOCAUX
PENDANT 3 ANS

AFRIQUE DU SUD : LES
PRODUCTEURS
BRESILIENS DE POULET
S'INQUIETENT D'UNE
HAUSSE POSSIBLE DES
DROITS DE DOUANE
SUD-AFRICAINS



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Ratification de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC) par 18 États membres de l'Union africaine (UA)

En 2018, 49 des 55 États membres de l'UA ont signé l'accord relatif à la création de la ZLEC. L'entrée en vigueur effective de l'accord est toutefois conditionnée par sa ratification par *a minima* 22 États. Or, à ce jour, seuls 18 États l'ont ratifié, à savoir l'Afrique du Sud, le Congo, la Côte d'Ivoire, Djibouti, le royaume d'Eswatini (ex-Swaziland), le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Mali, la Mauritanie, la Namibie, le Niger, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, la Sierra Leone, le Tchad et le Togo.

CONJONCTURE

▼ Nigéria : Le FMI revoit à la baisse sa prévision de croissance du PIB pour 2019

Selon les dernières estimations de l'institution, les prévisions de croissance économique des économies mondiale et d'Afrique subsaharienne (ASS) sont identiques, à 3,5% pour 2019. Une révision à la baisse de 20 points de base (pdb) et 30 pdb respectivement a été apportée par rapport aux dernières estimations d'octobre 2018. La prévision de croissance économique du Nigéria a également été abaissée de 30 pdb pour 2019, à 2%. En comparaison, les projections de croissance pour le pays en 2019 sont de 2,2% pour la Banque mondiale, de 2,28% pour la Banque centrale du Nigéria et de 2,3% pour la Banque africaine de développement. La proposition de Budget 2019 s'appuie de son côté sur une croissance de 3%.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : baisse de 36% des Investissements directs à l'étranger (IDE) en 2018

Selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les IDE au niveau mondial ont diminué de 19% en glissement annuel, à 1 200 Mds USD, soit le plus bas niveau depuis la crise de 2007. Les flux vers l'Afrique ont néanmoins augmenté de 6%, à 40 Mds USD, tirés par l'Egypte (+7%, 7,9 Mds USD) et l'Afrique du Sud (7,1 Mds USD, contre 1,3 Md USD en 2017). Les flux d'IDE vers l'Afrique de l'Ouest ont pour leur part diminué de 20%, en raison de la chute de 36% des flux vers le Nigéria (2,2 Mds USD). Seulement 6% des IDE vers l'Afrique étaient ainsi destinés à ce dernier, contre 8% pour le Ghana (3,3 Mds USD).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : ralentissement de l'inflation en décembre

L'inflation a ralenti à +4,5% sur un an au mois de décembre 2018, alors qu'elle s'élevait à +5,2% le mois précédent. Selon l'institut national de statistiques, cette baisse est principalement attribuable à la moindre augmentation des prix du poste « transport » (avec notamment la diminution des prix du carburant) dont la contribution a baissé de 1,5 à 0,9 point de pourcentage. L'inflation moyenne s'établit à 4,7% en 2018, contre 5,3% en 2017.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : maintien de l'indice de confiance des ménages à +7 au quatrième trimestre 2018

Au quatrième trimestre 2018, l'indice de confiance des ménages s'est maintenu à +7 points (contre +22 au deuxième trimestre). Deux des trois sous-indicateurs (perspectives économiques et perspectives d'évolution du pouvoir d'achat) se sont améliorés par rapport au trimestre précédent, soulignant l'optimisme des ménages sur la situation économique du pays. En moyenne, sur l'ensemble de 2018, l'indice enregistre ses meilleures performances depuis 2005.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : l'inflation a ralenti à 18,6% en 2018

Selon l'Institut national des statistiques, l'inflation s'est élevée à 18,2% sur un an en décembre 2018, tirée par le secteur « tabac et boissons alcoolisées ». En moyenne, en 2018, l'inflation s'est élevée à 18,6% – après 23,7% en 2017 et 41,1% en 2016.

✉ quentin.dasilva@dgtresor.gouv.fr

▼ Eswatini : publication du rapport économique et financier mensuel

La Banque centrale d'Eswatini a publié ce mercredi 23 janvier son rapport économique et financier pour les mois de novembre et décembre 2018. Il en ressort que le taux d'inflation a légèrement augmenté à 5,3% sur un an en novembre (contre 5,2% le mois précédent), soit son niveau le plus élevé sur l'année. Toutefois, lors du comité de politique monétaire qui s'est tenu au début de la semaine, la Banque centrale a décidé de maintenir son taux d'intérêt directeur à 6,75%. Fin décembre, les réserves de change s'élevaient à 6,3 Mds SZL (400 M EUR), soit une couverture inférieure à trois mois d'importations. En 2018, la Banque centrale table sur une contraction de l'activité de 0,4%, attribuable aux mauvaises performances du secteur des services.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Lesotho : contraction du PIB de 1,5% au troisième trimestre 2018

Au troisième trimestre 2018, le PIB lesothan s'est contracté de 1,5% sur un an, contre une progression de 1,9% au trimestre précédent. Il s'agit du premier trimestre où l'économie se contracte depuis 2017. Le secteur manufacturier demeure le premier contributeur de la croissance (représentant près de 15% du PIB), en augmentation de 13% par rapport à la même période en 2017. En revanche, la croissance a été obérée par les mauvais résultats dans les secteurs de la construction et du commerce, qui enregistrent respectivement une contraction de 34% et 21%.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : publication du rapport de perspectives économiques

La Banque centrale namibienne a publié son rapport de perspectives économiques pour le mois de décembre 2018. Les prévisions de croissance ont été revues à la baisse à -0,2% et 1,5% en 2018 et 2019 – contre les 0,6% et 1,9% annoncés en juillet 2018. Cette diminution est attribuable aux mauvais résultats dans le secteur des services, notamment le commerce, l'immobilier et la restauration. La Banque centrale souligne également que le rebond de la croissance en 2019 sera conditionné par le redressement économique de l'Angola, en particulier de ses importations.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : le document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) sera remplacé le 1^{er} janvier 2020**

Les travaux d'élaboration d'un nouveau cadre de référence pour le développement du pays ont été lancés le 23 janvier dernier. L'évaluation sommaire du DSCE par le ministère de l'Economie fait ressortir les deux éléments suivants : i) le taux de croissance moyen du PIB sur la période 2010-2020 s'établirait à 4,5% contre un objectif de 5,5% ; ii) la pauvreté reculerait de 3% là où on attendait un recul de 10%. La vision d'émergence à l'horizon 2035 adoptée en 2009 prévoit dans sa phase 1 (2010-2019) une accélération de la croissance du pays grâce à la mise en œuvre du DSCE, dans sa phase 2 (2020-2027) l'accession au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, et dans sa phase 3 (2028-2035) l'industrialisation du pays.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : piètre performance des recettes fiscales sur le deuxième trimestre 2018**

En raison de la croissance des activités commerciales illicites, l'Éthiopie n'aurait collecté que 2,9 Mds USD de recettes fiscales au cours des cinq premiers mois de l'année budgétaire 2018/19 (contre un objectif de 3,5 Mds USD). Le gouvernement, qui vise à atteindre 7,5 Mds USD de recettes fiscales pour 2018/19 (soit 13,0 % du PIB), veut réduire le déficit public à 3,1 % en 2018/19 contre 3,7 % en 2017/18 et travaille actuellement à l'élaboration d'une réforme fiscale permettant une plus grande mobilisation des ressources domestiques.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : recettes d'exportation en baisse sur les six premiers mois de l'année budgétaire 2018/19**

Entre juillet et décembre 2018, les recettes d'exportation se sont contractées à 1,21 Md USD sur les six premiers mois de l'année budgétaire 2018/19, soit une baisse de 10 %, comparée aux performances enregistrées sur la même période de l'année précédente. Ces résultats sont par ailleurs bien en-deçà des objectifs affichés par le gouvernement fixés à 1,96 Mds USD pour le premier semestre 2018/2019. Selon le gouvernement, cette piètre performance s'explique d'abord par la montée de l'instabilité liée aux conflits ethniques qui ont éclaté dans plusieurs régions, et dans une moindre mesure à l'essor des activités de contrebande aux frontières. Enfin, faute d'un approvisionnement suffisant en devises, l'ambitieux programme de parcs industriels (six actuellement en opération) peine à soutenir les exportations.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : difficultés de refinancement de la dette domestique

Selon l'agence de notation Moody's, le Trésor kenyan devrait éprouver des difficultés grandissantes à refinancer la dette publique domestique auprès des banques kenyanes. La principale cause proviendrait de l'écart observé au cours des dernières années entre la croissance des dépôts bancaires et celle du déficit public, estimées respectivement à 3 % et 7 %. Par ailleurs, 30 % des actifs du secteur bancaire sont d'ores et déjà composés de titres de la dette publique alors que la croissance du crédit au secteur privé est passée de 16,0 % fin 2016 à 2,0 % en mars 2018. En effet, la loi d'encadrement des taux a aggravé l'effet d'éviction du secteur privé en incitant les banques à opter pour des créances souveraines plutôt que pour des prêts commerciaux.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : faible augmentation des transferts de la diaspora en 2018

Selon la *Bank of Uganda*, les transferts de la diaspora auraient atteint 1,21 Md USD en 2018, soit 4,3 % du PIB, contre 1,17 Md USD en 2017. Cet accroissement de 3,5 % sur l'année masque cependant une stagnation des transferts en provenance d'Afrique et une baisse de ceux en provenance d'Europe et d'Amérique du Nord. Les transferts en provenance du Moyen-Orient auraient pour leur part fortement augmenté et représenteraient plus de la moitié des montants totaux pour 2018, contre 30 % en 2017. Cette dynamique s'explique par la légalisation en 2015 des mouvements de travailleurs immigrés à destination du Golfe, d'Irak et d'Afghanistan.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Somalie : signature du Budget 2019

Le président somalien Mohamed Abdullahi Farmajo a signé le budget du gouvernement pour 2019, après son approbation par le Parlement fédéral. La Chambre basse du Parlement fédéral a approuvé un budget de 340 M USD pour l'exercice 2019, en hausse de 24 % (soit 70 M USD) par rapport aux 274 M USD du budget 2018. L'équivalent de 190 M USD, soit environ 55 % du budget, sera issu de la mobilisation des ressources domestiques tandis que les 45 % restants, soit environ 125 M USD, seront financés par la communauté internationale.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Ghana : les arriérés de paiement élevés de l'Etat pèsent sur la réalisation de ses projets routiers

D'après un rapport parlementaire, l'Etat ghanéen aurait accumulé près de 3,7 Mds GHC (738 M USD) d'arriérés de paiement vis-à-vis des constructeurs routiers. Plusieurs projets seraient ainsi suspendus jusqu'à l'obtention de nouvelles liquidités. Bien que pas encore libérée, l'exécutif prévoit de dédier la première tranche de financement de 500 M USD, issue de l'accord passé en 2018 avec l'entreprise chinoise *Sinohydro* (enveloppe totale de 2 Mds USD), à la construction de 3 000 km de routes et 20 ponts prévue dans le Budget 2019. La part financière qui bénéficiera à des entreprises non-chinoises et la capacité du gouvernement à exécuter ces projets routiers restent à déterminer.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le gouvernement exempte de TVA les produits textiles locaux pendant 3 ans

Cette exemption doit permettre de redynamiser la filière industrielle du pays. Bien que difficile à évaluer faute de données fiables disponibles, le faible coût d'importation de ces produits, notamment venus d'Asie, aurait conduit au déclin des entreprises ghanéennes du secteur. Le Centre du commerce international estime que les exportations ghanéennes de textile auraient diminué en moyenne de 15% entre 2013 et 2017, pour atteindre aujourd'hui 4 M USD. Sur la même période, les importations auraient crû en moyenne de 7% et se seraient élevées à 162 M USD en 2017. Les flux de contrefaçons, qui constituent l'un des premiers facteurs du déclin du textile ghanéen, ne feraient pas l'objet d'estimation publique.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : les producteurs brésiliens de poulet s'inquiètent d'une hausse possible des droits de douane sud-africains

Alors que le ministère du Commerce et de l'Industrie a lancé une procédure publique en vue d'une possible hausse des droits de douane à 82 % (au lieu de 37 % ou 12 % actuellement) sur les importations de volaille, les producteurs brésiliens s'inquiètent. Les exportateurs de poulet brésiliens soulignent qu'une telle mesure serait défavorable aux consommateurs sud-africains.

✉ michel.leveque@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : l'importation de terminaux de communications électroniques désormais soumise à l'agrément de l'ARPCE**

L'Agence congolaise de régulation des postes et communications électroniques (ARPCE) doit dorénavant donner son accord pour toute importation de terminaux de communications électroniques, à savoir les téléphones portables et les tablettes. Pour être en règle, les importateurs et les distributeurs doivent se faire enregistrer auprès de l'ARPCE et obtenir un certificat d'homologation. Cette mesure vise à protéger les consommateurs suite à de nombreuses plaintes déposées à l'ARPCE contre la vente sur le marché congolais d'équipements contrefaits.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : diminution de 71 % des importations de sucre**

Les importations de sucre se sont élevées à 284 000 tonnes en 2018, en baisse de 71 % par rapport à 2017, année au cours de laquelle le volume importé s'était élevé à 990 000 tonnes. Cette baisse est liée à l'arrêt du régime d'exemption fiscal pour les importations de sucre adopté en 2017 afin de faire face à la mauvaise production 2016-2017 liée à la sécheresse. Cette baisse des importations est également alimentée par un accroissement de la production de 376 000 tonnes en 2017 à 491 000 tonnes en 2018. Malgré la hausse de la production, les prix du sucre au consommateur sont néanmoins restés élevés en 2018.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Libéria : le gouvernement lance un fonds de 2 M USD pour l'allocation de prêts aidés

Le *Small Business Pro-Poor Development Fund Loan Scheme* est issu d'un partenariat entre le ministère des Finances, celui du Commerce et de l'Industrie, ainsi que de la Banque publique de développement. Le programme prévoit l'octroi de prêts aux petites et moyennes entreprises, aux institutions de microfinance et aux associations de villages d'épargne et de crédit. Les créances devront être remboursées dans un intervalle de 3 ans, à un taux d'intérêt de 7%. A titre de comparaison, selon la Banque centrale du Libéria, le taux d'intérêt moyen accordé par les banques commerciales pour un crédit était d'environ 13% entre le 1^{er} et le 3^{ème} trimestre 2018.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la concession du Terminal B du Warri Old Port à *Ocean & Cargo Terminal Services Limited (O&CTS)* a été officialisée

L'entreprise *Ocean & Cargo* et le *Bureau of Public Enterprises* ont signé un accord de concession sur 25 ans du Terminal B du Warri Old Port (État du Delta) pour 101 M USD. Propriété du consortium nigérian *SIFAX group*, l'entreprise avait été annoncée comme soumissionnaire préférentielle en avril 2018. Pour rappel, le Terminal B a été privatisé en 2006 dans le cadre d'une réforme du secteur des transports. Le Nigérian *Associated Maritime Services Ltd* avait d'abord remporté la concession mais n'avait pu l'opérer en raison de l'état de dégradation du terminal. *Ocean & Cargo* sera donc chargée de la réhabilitation des infrastructures et de leur exploitation.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : l'Initiative pour le financement de l'électrification (ElectriFI) financera le projet hydroélectrique Bumbuna à hauteur de 3,5 M USD

Le financement d'ElectriFI, fonds de 116 M EUR de la Commission Européenne et *Power Africa* (USAID), permettra de financer une partie de la phase II du projet hydroélectrique. Cette dernière comprend l'extension de la centrale hydroélectrique existante de 50 à 193 MW ainsi que sa connexion au réseau national. La construction devrait commencer d'ici fin 2019 avec une mise en opération prévue 4 ans après. Ce projet fait suite à la phase I, qui s'est terminée en 2009 pour un coût total de 327 M USD. Pour rappel, *Joule Africa*, le sponsor du projet, a signé un contrat d'achat d'électricité de 25 ans avec l'Etat sierra-léonais en août 2017.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la MIGA va garantir à hauteur de 108 Mds FCFA les investissements d'EDF et de *Stoa Energy* sur le barrage de Nachtigal**

L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), filiale de la Banque mondiale, a fait l'annonce de la garantie de 108 Mds FCFA destinée à couvrir les investissements d'EDF et de *Stoa Infra & Energy* sur le projet de construction du barrage de Nachtigal. Elle garantit ainsi toute rupture du contrat pendant une durée de 15 ans. Le barrage de Nachtigal (420 MW), dont les travaux de construction ont débuté fin 2018, devrait permettre d'augmenter d'un tiers la production électrique du Cameroun.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : la Banque mondiale s'engage à poursuivre le financement de projets**

La Banque mondiale a renouvelé son engagement à poursuivre le financement d'au moins onze projets en République du Congo dans plusieurs secteurs, notamment la santé, la protection sociale, l'agriculture et le développement urbain. Au nombre de ces projets, dont le coût s'élève à 458 M USD, figurent le projet de développement des services de santé (PDDS II, 20 M USD), le projet de filets sociaux Lisungi (12 M USD), le projet d'appui à l'agriculture commerciale (Pdac, 100 M USD) ainsi que le projet de développement urbain et de restructuration des quartiers précaires (Durquap, 100 M USD) qui devrait démarrer au premier trimestre 2019. L'institution est par ailleurs en discussion avec le pays pour un appui budgétaire dans le cadre d'un programme avec le FMI.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : investissement chinois de 1 Md USD dans l'industrie cimentière**

Le directeur exécutif de l'autorité des investissements *Tanzania Investment Centre* (TIC), Geoffrey Mwambe, a annoncé que l'entreprise publique chinoise *Sinoma International Engineering* construirait une cimenterie à Tanga pour un montant estimé à près de 1 Md USD. La mise en construction devrait débuter cette année et inclura un quai dédié dans le port de Tanga. Près de 70 % de la production serait destinée à l'export, notamment vers les pays limitrophes, dont ceux de l'Océan Indien. La Tanzanie produit annuellement près de 8 millions de tonnes de ciment et sa demande interne progresserait aujourd'hui de 10 % en moyenne annuelle. Une fois réalisé, ce projet devrait générer des recettes fiscales de l'ordre de 173 M USD.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Energie et matières premières

▼ Gabon : nouveau report de la fin du cycle d'attribution des licences pétrolières

Le 12^{ème} cycle d'attribution des licences pétrolières, lancé en novembre dernier et qui devait initialement s'achever en avril, puis en juin 2019, devrait finalement se conclure le 30 septembre prochain, les délais étant jugés trop courts par certains pétroliers. Une réforme du code des hydrocarbures est en cours depuis plusieurs mois et sa promulgation pourrait coïncider avec la mise sur le marché de ces 34 blocs.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : exemption de TVA sur l'électricité vendue au principal opérateur de Zanzibar

Les pouvoirs publics auraient agréé la demande de Zanzibar portant sur l'exemption de la TVA sur l'électricité vendue par TANESCO à la *Zanzibar Electricity Corporation* (ZECO). Cette décision serait rétroactive, impliquant l'annulation de la dette de 9,9 M USD de TVA accumulée par ZECO envers TANESCO.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Services

▼ Cameroun : accostage du tout premier bateau commercial sur le terminal polyvalent du port en eau profonde de Kribi

Ce premier navire, en provenance de Chine et transportant de la tuyauterie pour le projet d'approvisionnement en eau potable de la capitale camerounaise, a accosté le 21 janvier 2019. Le terminal polyvalent du port de Kribi, actuellement opéré par *KPMO* (consortium camerounais) pour une période transitoire de deux ans suite au désistement de *Necotrans*, est ainsi mis en service près d'un an après le terminal à conteneurs, opérationnel depuis mars 2018.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la Cameroon Postal Service lance un service de mobile banking baptisé Campost Money**

L'entreprise publique postale *Campost* a procédé au lancement de son nouveau service de *mobile money*. L'annonce a été faite lors de la conférence annuelle des responsables des services centraux, déconcentrés et des structures sous tutelle du ministère des Postes et Télécommunications, tenue à Yaoundé du 22 au 23 janvier 2019. *Campost* entend offrir, au travers d'une application mobile, les services courants de transfert d'argent et de paiement de produits ou services via mobile. Elle se positionne de ce fait comme concurrente des opérateurs Orange et MTN, bien positionnés sur ce marché au Cameroun. Pour son déploiement, elle a procédé à la signature de nombreuses conventions et partenariats logistiques et financiers avec des e-commerçants, entreprises et administrations.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : bientôt la mise en place du bordereau électronique de suivi des cargaisons**

Le document de suivi de cargaison à l'export sera désormais réalisé par voie électronique auprès du Conseil congolais des chargeurs. En attendant son opérationnalisation, le nouveau dispositif a fait l'objet d'un atelier de vulgarisation, les 23 et 24 janvier à Pointe-Noire, regroupant les acteurs des secteurs privé et public impliqués. L'entrée en vigueur de ce bordereau électronique devrait permettre de dématérialiser et simplifier les procédures pour les chargeurs, de réduire les coûts et les délais de passage portuaire au port autonome de Pointe-Noire, de garantir la traçabilité des marchandises et de lutter contre les pratiques administratives illégales.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : inauguration de l'extension du terminal aéroportuaire de Ethiopian Airlines**

Le 27 janvier 2019, le Premier ministre Abiy Ahmed a inauguré l'extension du terminal 2 de l'aéroport international d'Addis-Abeba, construit pour un coût de 363 M USD. L'aéroport de Bole porte ainsi sa capacité d'accueil à 22 millions de passagers par an, devenant ainsi l'un des plus grands d'Afrique. La société de construction chinoise *China Communications Construction Company* (CCCC) a commencé les travaux en décembre 2015 et les travaux de supervision ont été effectués par le français ADP Ingénierie.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : livraison du premier satellite de télécommunications en 2019**

Le Rwanda recevra son satellite de télécommunications plus tôt que prévu. En 2017, le Rwanda annonçait pour 2020 le lancement dans l'espace de son tout premier satellite de télécommunications. C'est finalement cette année que l'équipement sera propulsé en orbite depuis la station spatiale internationale. Ce satellite, fruit de la collaboration entre le Rwanda, l'agence de coopération internationale du Japon (JICA) et l'Agence spatiale japonaise (JAXA), devrait être en orbite au-dessus de la planète avant le prochain sommet sur la transformation de l'Afrique 2019, prévu à Kigali au mois de mai.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ **Cameroun : les compagnies AXA et Allianz Cameroun décrochent des contrats d'assurance de près de 100 M FCFA auprès de la BEAC**

La Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC) attribue à AXA et Allianz Cameroun deux contrats d'assurance pour l'année 2019. Les contrats, d'un montant global de près de 100 M FCFA, sont relatifs à l'assurance flotte et dommage global, à la responsabilité civile chef d'entreprise et à la responsabilité civile et sportive. La compagnie AXA Cameroun à elle seule s'est adjugé deux contrats d'environ 83 M FCFA.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ **Nigéria : 7 hommes et femmes d'affaires nigériens étaient présents à la 2^{ème} édition de *Choose France***

Choose France s'est tenu le 21 janvier à Versailles, accueillant 150 dirigeants d'entreprises françaises et étrangères en présence du Président Emmanuel Macron. La délégation nigérienne comprenait : Aliko Dangote, Dangote Group ; Tony Elumelu, Transcorp ; Jim Ovia, Zenith Bank ; Herbert Wigwe, Access Bank ; Mike Adenuga et sa fille Bella Disu, Globacom ; Ibukun Awosika, SOKOA. À cette occasion, Globacom a annoncé deux accords avec les français Nokia Alcatel-Lucent et Vocalcom. En parallèle s'est également tenue la deuxième réunion du Club d'investissement franco-nigérien, qui réunissait une trentaine de dirigeants des deux pays avec pour objectif de renforcer les liens bilatéraux.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Expropriation sans compensation, un projet de loi présenté devant le Parlement**

Le projet de loi sur l'expropriation vient d'être déposé devant le Parlement par le ministère des Travaux publics. Cette démarche est parallèle aux débats sur un amendement de la Constitution. Le projet de loi prévoit une expropriation sans compensation dans plusieurs cas : terres détenues par une collectivité publique ; terre occupée par des travailleurs agricoles ; terres abandonnées par le propriétaire.... Le premier syndicat agricole sud-africain, AGRI SA, s'est inquiété des incertitudes que ce projet ouvre dans plusieurs cas.

✉ michel.leveque@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : 1 500 patrons attendus à Kigali dans le cadre de l'*Africa CEO Forum***

Plus de 1 500 dirigeants d'entreprises de tout le continent se réuniront à Kigali les 25 et 26 mars prochain à l'occasion de la 7^{ème} édition de l'*Africa CEO Forum*. Les discussions porteront notamment sur les urgences à traiter afin de renforcer l'intégration économique africaine. L'objectif est de faire de la mise en application de la Zone de Libre-Echange Continentale (ZLEC) un puissant moteur pour la croissance du secteur privé et l'émergence de nouveaux champions africains. Le forum réunira des décideurs des secteurs de l'industrie et des finances, ainsi que des personnalités politiques de plus de 70 pays.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

